



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement
Boisement de terres agricoles au lieu-dit "Le Bas Noyer"
sur les communes de Chatillon-sur-Colmont et de Brecé (53)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2019/SGAR/DREAL/657 du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-4547 relative au boisement de terres agricoles au lieu-dit le Bas Noyer sur les communes de Chatillon-sur-Colmont et de Brecé, déposée par M. Jean-François BOSSE et considérée complète le 25 février 2020 ;
- Considérant que le projet consiste en la création d'un boisement sur d'anciennes terres agricoles, d'une surface totale de 2,6 ha, sur les communes de Chatillon-sur-Colmont et de Brecé ; que ce boisement sera composé de peupliers ; qu'il est destiné à constituer une forêt d'agrément conjointe à d'autres parcelles boisées ;
- Considérant que l'emprise du projet n'est pas concernée par un périmètre de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ; qu'elle est concernée par un périmètre d'inventaire, en l'occurrence celui de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « Vallée de la Colmont » ; que cependant le projet prévoit le maintien de bandes enherbées non plantées de 8 m de large le long de la rivière La Colmont, et de 5 m de large le long du ruisseau de Heussevin ;
- Considérant que le terrain du projet, au regard du PLUi du Bocage mayennais, est situé en zone agricole (A), en partie en zone inondable, et qu'il est concerné par un emplacement réservé pour une liaison douce le long de la Colmont ; qu'il appartient au pétitionnaire de s'assurer du respect des dispositions du PLUi par son projet ; qu'il est par ailleurs interdit de retourner une prairie à moins de 35 m du cours d'eau ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de boisement au lieu-dit le Bas Noyer sur les communes de Brecé et de Chatillon-sur-Colmont est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-François BOSSE et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 18 mars 2020

| |
|----------------------------|
| Délais et voies de recours |
|----------------------------|

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr